



Le dossier

## Élections: du respect pour les travailleurs et les travailleuses!

Le 9 juin 2024 auront lieu les élections fédérales, régionales et européennes. Focus sur les priorités de la CSC à l'attention des futurs gouvernements.

3/6

**Vote historique sur la responsabilité des entreprises**

2

**Soutenir les aides-ménagères est une priorité**

7

**Extrême droite: nous ne nous laisserons pas faire!**

9

**Victoire en justice face au licenciement d'un délégué syndical**

11



## Devoir de vigilance pour les entreprises: une loi historique

**Le Parlement européen a approuvé une directive attendue de longue date, qui impose aux grandes entreprises de prendre des mesures de précaution pour prévenir les violations des droits humains, les abus sociaux et les atteintes à l'environnement dans leurs chaînes de production internationales.**

David Morelli

La directive, approuvée le 24 avril dernier, vise également à donner un meilleur accès à la justice et à la réparation aux victimes de ces abus, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne.

### Version édulcorée

Les États membres de l'UE, le Parlement et la Commission étaient déjà parvenus à un accord politique sur le texte à la fin de l'année 2023. Juste avant la ligne d'arrivée, certains États membres ont rompu cet accord, et la directive a été édulcorée, notamment en limitant considérablement son champ d'application. Celui-ci ne s'applique plus qu'aux très grandes entreprises, c'est-à-dire les entreprises de plus de 1.000 travailleurs, ayant un chiffre d'affaires d'au moins 450 millions d'euros. En outre, la plupart des entreprises ne devront se conformer aux exigences du devoir de vigilance qu'à partir de 2029.

### Premier pas historique

Même si l'affaiblissement du texte limite l'impact de cette loi, elle constitue néanmoins un premier pas vers des chaînes de valeur mondiales plus respectueuses des personnes et de la planète. «Aujourd'hui, des entreprises irresponsables enregistrent des bénéfices au détriment des droits du travail, des droits humains et de l'environnement», explique Laura Eliaerts, du service international de la CSC. En outre, de nombreuses victimes de violations dans le monde se battent depuis des années pour obtenir justice. Les États membres de l'UE ignorent l'urgence du problème. C'est désolant, mais quoi qu'il en soit, cette loi constitue une avancée dans la lutte contre les abus commis par les entreprises.» Avec cette loi, l'Union européenne deviendra le plus grand marché mondial doté d'un devoir de vigilance contraignant pour les grandes entreprises opérant sur son marché.

### Rana Plaza: agir contre l'impunité des entreprises

Le 24 avril dernier, de nombreuses organisations syndicales et ONG se sont réunies, 11 ans après le drame du Rana Plaza, en commémoration de l'effondrement de cette usine textile au Bangladesh où des centaines de travailleurs avaient péri. Ils ont rappelé la nécessité d'agir contre l'impunité des entreprises. Un défilé de mode alternatif a mis en lumière le manque d'engagements des géants du denim Levi's, Lee et Wrangler pour protéger la vie des travailleurs de leurs filières. Messages de soutien aux travailleurs, interpellation d'enseignes de mode et adresse au politique faisaient écho au vote le même jour de la directive sur le devoir de vigilance. Pour les organisations syndicales, dont la CSC, «l'industrie de la mode illustre l'impunité des entreprises. C'est le terrain de l'exploitation massive de travailleurs, où la liberté syndicale est quasi systématiquement réprimée. Les entreprises sont responsables des conditions de travail dans leurs filières et doivent, dès aujourd'hui, mettre en œuvre leur devoir de vigilance en adoptant, notamment, l'Accord international pour la santé et la sécurité des usines, en faisant respecter la liberté d'association, en garantissant des salaires dignes.»



Les commémorations du drame du Rana Plaza ont eu lieu en marge du vote historique.

© Tim Dirven

#### TIRAGE MOYEN

200.000 exemplaires

#### RÉDACTION

Chaussée de Haecht, 579  
B-1030 Bruxelles (Belgique)  
02.244.32.86  
presse@acv-csc.be

#### ABONNEMENTS ET POSTE

Danny Assumani  
danny.assumani@acv-csc.be

#### CHEFFE DU SERVICE PRESSE

Stéphanie Siegels  
stephanie.siegels@acv-csc.be

#### SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Marie-Marie van der Rest  
marie-marie.vanderrest@acv-csc.be

#### RÉDACTION

David Morelli  
dmorelli@acv-csc.be  
Donatienne Coppieters  
dcoppieters@acv-csc.be

#### MISE EN PAGE

Marie-Hélène Toussaint  
mht.paraph@skynet.be

#### ÉDITEUR

Confédération des syndicats chrétiens (CSC)

#### IMPRIMERIE

Remy-Roto Beauraing



[www.lacsc.be](http://www.lacsc.be)



[www.facebook.com/lacsc](http://www.facebook.com/lacsc)



[www.twitter.com/la\\_csc](http://www.twitter.com/la_csc)



[www.instagram.com/lacsc](http://www.instagram.com/lacsc)



[www.youtube.com/cscvideo](http://www.youtube.com/cscvideo)



## Élections: du respect pour les travailleurs et les travailleuses!



Le 9 juin 2024 auront lieu les élections fédérales, régionales et européennes. La CSC a rassemblé ses priorités en dix objectifs dans un mémorandum politique. Ce dossier vous propose une synthèse du mémorandum de la CSC, complétée par une présentation des priorités de la CSC wallonne et de la CSC Bruxelles pour les élections régionales. | David Morelli |

Pour la CSC, la politique doit être juste. Elle doit respecter les travailleurs, la concertation sociale et la société civile. Elle doit investir dans une Europe sociale et durable, et dans la solidarité internationale.

### Des conditions de travail justes et équitables

Pour Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC, les priorités de la CSC s'articulent autour de plusieurs axes majeurs. «*Tout d'abord, la nécessité de garantir des conditions de travail justes et équitables pour tous les travailleurs, en luttant*

*contre la précarité et en renforçant les droits sociaux. Ensuite, l'importance de promouvoir une transition écologique juste, en investissant dans les secteurs durables, et en accompagnant les travailleurs dans cette transition. La défense et la promotion des services publics sont également au cœur de nos revendications, afin de garantir un accès égalitaire à des services de qualité pour tous les citoyens.*»

### Renforcer le dialogue social

Par ailleurs, poursuit la secrétaire générale, «*nous plaignons pour une fiscalité plus juste et progressive, qui contribue à réduire les inégalités sociales et à financer les services publics essentiels. Nous mettons également l'accent sur la nécessité de renforcer le dialogue*

*social et la concertation entre les interlocuteurs sociaux pour trouver des solutions aux défis économiques et sociaux actuels. En outre, la CSC souligne l'importance de lut-*



**NOUS APPELONS À  
UNE POLITIQUE MIGRATOIRE  
HUMAINE ET SOLIDAIRE.**

*ter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en mettant en place des politiques efficaces de redistribution des richesses. Enfin, nous appelons à une politique migratoire humaine et solidaire, basée sur le respect des droits fondamentaux des migrants et des réfugiés», conclut Marie-Hélène Ska.*

Retrouvez les revendications détaillées de la CSC pour les élections du 9 juin sur [www.lacsc.be/memorandum](http://www.lacsc.be/memorandum)





Priorités	Revendications phares
<b>1. Plein emploi et part salariale plus importante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Sauvegarde de l'index</li> <li>· Réforme de la Loi sur la norme salariale</li> <li>· Cinq semaines de vacances</li> <li>· Lutte contre le dumping social</li> </ul>
<b>2. Emplois et carrières de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Régularisation des jobs d'étudiants</li> <li>· Élargissement des droits aux travailleurs de PME</li> <li>· Sanctionner les emplois qui rendent malade</li> </ul>
<b>3. Finalisation du statut du travailleur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Droits égaux en matière de pécule de vacances</li> <li>· Garantie salariale identique en cas de maladie</li> <li>· Statut de travailleur à part entière pour les plateformes numériques</li> </ul>
<b>4. Sécurité sociale plus forte</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Minima supérieurs à la norme européenne en matière de pauvreté</li> <li>· Réintégration (positive) des malades</li> <li>· Pas de limitation dans le temps des allocations de chômage et pas de renforcement de la dégressivité (au contraire)</li> <li>· Pensions décentes, âge décent de départ à la pension</li> </ul>
<b>5. Fiscalité durable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Taxation identique des revenus du patrimoine (plus-values, revenus locatifs, rachat d'actions propres...)</li> <li>· Suppression des pièges aux bas salaires</li> <li>· Impôt à part entière sur la fortune sur la base d'un cadastre des fortunes</li> </ul>
<b>6. Participation renforcée pour les travailleurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Sauvegarde du droit à l'action collective</li> <li>· Garantie de l'accès aux tribunaux du travail</li> </ul>
<b>7. Transition durable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Extension du tarif social pour l'énergie</li> <li>· Transition juste</li> </ul>
<b>8. Mobilité fluide et responsable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Gratuité des déplacements domicile-lieu de travail</li> </ul>
<b>9. Europe en équilibre</b>	Lire la synthèse de ce point dans <i>L'Info</i> n°8.
<b>10. Mondialisation solidaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Diligence raisonnable</li> </ul>



## “ La transition juste sera une des clés de ces élections!

Survol du mémorandum de la CSC wallonne avec Marc Becker, secrétaire national de la CSC en charge des affaires wallonnes. | Propos recueillis par David Morelli |

### Quelles sont les mesures préconisées pour tendre vers une transition juste?

L'enjeu de la transition climatique que nous traversons est que cette transition soit juste. Ce sera probablement une des clés de ces élections. La manière dont les partis vainqueurs la prendront en charge sera un élément déterminant. La difficulté réside dans l'articulation des mesures fédérales et régionales. La Wallonie va devoir continuer ses efforts sur la question de la rénovation énergétique des bâtiments. Les mesures en la matière constituent un

triple win: elles sont positives pour l'emploi, le portefeuille des habitants, et pour le climat. Pour cette transition, des entreprises vont devoir s'adapter: nous proposons de mettre en place des conseillers en transition pour les guider, et soutenir ainsi une transformation durable de l'économie wallonne. La transition juste, ce sont des enjeux démocratiques, climatiques, de mobilité, et de santé. En effet, 80% des éléments qui déterminent l'état de santé sont liés à des questions de logement, de conditions de vie et de travail, et d'alimentation. C'est pour cela que nous demandons que tous les enfants scolarisés en maternelle et en

primaire en Wallonie aient accès à un repas équilibré au moins une fois par jour, et gratuit.

### Quelles sont les revendications en matière d'emploi et de formation?

Ce sont des déterminants fondamentaux. L'emploi est d'abord une matière fédérale, mais la Wallonie peut jouer un rôle. Une proposition très concrète est de réinstaurer dans tous les services publics les plans Tandem, qui permettent aux travailleurs plus âgés de réduire leur temps de travail, sans perte de revenus, en accompagnant un jeune



qui rentre sur le marché du travail. La formation sur le lieu de travail est une possibilité fondamentale de transmission de savoir et de compétences.

### Le résultat des élections va-t-il influencer la possibilité d'une concertation sociale?

Nous allons travailler pour que les partis reprennent tout ou partie de nos positions dans une future déclaration de politique régionale ou communautaire. Pour ce qui est de la concertation sociale, les gouvernements disent souvent vouloir la mettre en place, mais elle se révèle souvent opportuniste, en fonction

du sujet et du ministre en charge. Il y a néanmoins une tradition de concertation sur certains sujets, comme l'emploi et la formation. Un gouvernement a tout intérêt à appréhender la voix de celles et ceux qui sont sur le terrain. Sans concertation, il risque de prendre des décisions à côté de la plaque.

### Les revendications de la CSC sont-elles réalisables dans l'état actuel du budget wallon?

La Wallonie a des leviers fiscaux pour aller chercher des recettes et résoudre progressivement la question de la dette. Il y a aussi des gens très riches en Wallonie... Le piège

## Les 10 priorités de la CSC wallonne

1. Planifier la transition juste
2. Des conseillers en transition sur les lieux de travail
3. Réduire collectivement le temps de travail
4. Des recettes adaptées aux besoins
5. Un usage réel des indicateurs alternatifs au PIB
6. Une politique familiale qui promeut l'égalité de genre
7. La gratuité du Tec
8. Un meilleur suivi de la formation continue des travailleuses
9. Des repas gratuits dans les écoles de l'enseignement fondamental
10. L'accès à l'emploi et la formation pour les personnes sans-papiers

dans lequel ceux qui formeront le prochain gouvernement wallon ne doivent plus tomber, c'est de commencer une déclaration de politique régionale en disant qu'il n'y aura pas de nouvelles taxes.



## Les enjeux des élections régionales à Bruxelles

**Pour Benoît Dassy, secrétaire régional bruxellois de la CSC, «en plus des priorités émise lors du Congrès de la CSC Bruxelles 2022, qui ciblent le développement d'une Région solidaire, d'un emploi de qualité pour toutes et tous et une protection sociale renforcée, neuf enjeux complémentaires sont à souligner». Synthèse de ces enjeux.** | Adapt. D.Mo. |

### 1. Aides économiques

Nous exigeons la non-distribution de dividendes pour les entreprises qui ont été soutenues durant les crises Covid et énergétique. Des vérifications doivent avoir lieu. Par ailleurs, les critères permettant l'orientation des aides publiques vers les entreprises socialement exemplaires doivent être affinés

pour correspondre aux différentes réalités sectorielles.

### 2. Mobilité

Un accord doit être conclu entre les opérateurs régionaux et ferroviaires de transports en commun, permettant l'établissement d'un abonnement social. Son paiement doit pouvoir se faire de manière

mensuelle, sans désavantage par rapport au prix annuel.

### 3. Aménagement du territoire

L'aménagement du territoire doit être à la hauteur des enjeux de long terme: développement de quartiers multifonctionnels, de logements sociaux et d'équipements collectifs. L'espace pour le développement



© La CSC

Un débat organisé par la CSC a permis de rencontrer les représentants des partis.

économique doit faire de la place pour la production urbaine.

#### 4. Logement et énergie

La CSC rappelle ses revendications en matière de gel et d'encadrement des loyers et réclame le maintien de conditions d'octroi simplifiées du statut de client protégé pour éviter à de nombreux ménages des conditions indignes en matière d'énergie.

#### 5. Emploi et formation

Les pouvoirs publics doivent tout mettre en œuvre pour offrir un parcours de formation vers l'emploi, sur base volontaire, le plus sécurisé et personnalisé possible, particulièrement pour les groupes vulnérables. L'offre publique et non-marchande d'emploi devrait également être développée. La carte d'accès aux emplois publics pour les bruxellois n'ayant pas le CESS doit être réactivée.

#### 6. Transition juste

Pour que les dynamiques de transition ne se fassent pas au détriment

des plus fragiles, les solutions impliquant l'adaptation des comportements doivent être concertées avec les parties prenantes, les financements doivent être supportés par les plus aisés et la sécurité des trajectoires professionnelles doivent être assurées.

#### 7. Contrôle de la disponibilité des demandeurs d'emploi

Nous demandons un renforcement du service d'accompagnement, un dossier et une procédure de contrôle qui soient aussi accessibles que possible au demandeur d'emploi. Ce contrôle doit être le plus transparent et objectif possible. Une collaboration efficace entre Actiris et les syndicats pour l'accompagnement des personnes contrôlées doit être maintenue.

#### 8. Insertion socio-professionnelle (ISP)

Nous plaçons pour que les dispositifs d'ISP gardent leur mission

d'éducation permanente et d'accompagnement psychosocial ainsi que d'alphabétisation. Ils doivent permettre d'intégrer une proportion de détenteurs du CESS qui rencontrent des difficultés socio-professionnelles. Une révision du financement du secteur est nécessaire.

#### 9. Concertation sociale et gestion paritaire

La CSC bruxelloise entend jouer son rôle de manière responsable en la matière. Si la méthode des priorités partagées semble porter des fruits, elle ne peut pas limiter les éventuelles critiques du texte concret. La CSC demande un retour plus régulier – voire obligatoire – de la part du gouvernement sur les raisons pour lesquelles il choisit de s'éloigner des recommandations émises par les partenaires sociaux.

Bonus



Dans l'app de L'Info Retour sur le grand débat de la CSC.





## CHIMIE

### Un besoin de concertation sociale

**La CSC bâtiment – industrie & énergie (CSCBIE) appelle essenscia, la fédération des employeurs du secteur, à participer à la concertation sociale au sein de la commission paritaire de la chimie.**

La situation dans le secteur de la chimie est alarmante. Que ce soit en matière de plastique à usage unique, de phytosanitaires ou de produits chimiques, comme les PFAS, l'industrie chimique belge met en avant les menaces sur l'emploi du secteur. Mais malgré les nombreux défis pour rencontrer les attentes de la double transition verte et numérique, essenscia rechigne à mener un débat constructif au niveau du secteur et préfère laisser la main aux entreprises. Elle reste sourde aux inquiétudes des travailleurs quant à la pérennité de leur emploi et du développement de leurs compétences.

#### Liste de revendications

Pour clarifier leurs attentes, les militants de la CSCBIE ont dressé une liste de revendications et de points d'attention en matière de transition verte et numérique.

1. La mise en place d'un véritable dialogue social tripartite, paritaire et constructif à tous les niveaux, et l'élaboration en concertation des feuilles de route sectorielles en matière de transformation verte et numérique.
2. Mesurer l'impact des nouvelles réglementations (actuelles et à venir) sur l'emploi et les conditions de travail dans le secteur et au niveau des entreprises.
3. Des moyens financiers suffisants pour la formation, la mise à jour des compétences ou les reconversions.
4. La santé et sécurité au travail – ou en dehors du travail – doivent demeurer un point d'attention central.

5. Un cadre réglementaire de la transition verte et numérique qui soit approprié et qui tienne compte de l'impact sur la pérennité, la compétitivité et l'emploi dans le secteur.
6. Une stratégie de politique industrielle belge ambitieuse, qui mette l'accent sur une transition verte et numérique juste.

Pour la CSCBIE, il est temps d'écouter ces revendications afin que les transitions imposées par l'Europe et l'urgence climatique ne se fassent pas au détriment des travailleurs et de leur industrie.

#### Prendre ses responsabilités

La CSCBIE demande donc à essenscia de prendre ses responsabilités et de se mettre sans plus tarder autour de la table pour mener une véritable

concertation sociale constructive sur les bouleversements majeurs auxquels l'industrie est confrontée. *«Le volet économique ne doit pas prendre le pas sur le volet social, a affirmé Koen De Kinder, responsable sectoriel à la CSCBIE. Nous pourrions ensuite présenter ensemble et sereinement nos positions auprès des gouvernements belges pour que nos intérêts communs soient pris en compte. Évitions les bains de sang sociaux connus lors de la sortie du charbonnage et de la sidérurgie. Il est temps que la chimie retrouve son statut de modèle en matière de concertation sociale et accompagne les transitions avec l'ensemble des acteurs du secteur».*

## TITRES-SERVICES

### Une pétition pour soutenir les aides-ménagères

Les aides-ménagères accomplissent un travail remarquable et socialement important. Elles permettent aux personnes actives de concilier plus facilement leur vie professionnelle et leur vie familiale, et aux personnes âgées de vivre plus longtemps de manière autonome à leur domicile. Mais ces professionnelles, qui peuvent à juste titre être fières de leur travail, gagnent trop peu, et travaillent dans des conditions difficiles. Leur travail donne souvent lieu à des problèmes médicaux et à des incapacités. La CSC Alimentation & Services demande des aménagements dans le régime des titres-services, et rappelle l'importance de les prendre en compte à l'approche des élections du 9 juin.



La pétition exige que le prochain gouvernement améliore le statut des aides-ménagères.

**Soutenez les revendications et signez l'appel via le code QR ci-contre ou sur [jesoutiensmonaidemenagere.be](https://jesoutiensmonaidemenagere.be)**





## HAUTS-SARTS (LIÈGE)

### 51 emplois menacés chez Icopal

**Le groupe français BMI veut fermer sa filiale liégeoise Icopal. Un coup de massue pour les travailleurs.** | Isabelle Debroux |

Certes, la situation de l'entreprise Icopal des Hauts-Sarts, spécialisée dans la fabrication de tuiles métalliques, est difficile depuis plus de deux ans. Mais jamais les travailleurs n'auraient imaginé une fermeture pure et simple du site. «Un investissement, une vente, une restructuration peut-être... mais pas une fermeture pure et simple! Nous avons un savoir-faire ici à Liège,

une ligne de production ultra-moderne», s'insurge la délégation CSC, composée de représentants de la CSC Metea et de la CNE.

Pourtant, le 2 mai dernier, lors d'une réunion extraordinaire, la direction a bel et bien fait part de son intention de fermeture. Un coup de massue pour les 51 travailleurs – 34 ouvriers et 17 employés!

#### Mise à mort volontaire?

Le groupe BMI aurait-il tout simplement racheté Icopal pour se débarrasser d'un concurrent? La question se pose. «Icopal existe depuis 1978. C'était une entreprise florissante. Mais depuis son rachat en 2017 par BMI, les difficultés se sont multipliées, dénonce la délégation CSC. Le groupe s'est séparé de l'équipe de vendeurs belges, laissant par la même occasion partir les clients avec. Il n'a jamais fait de publicité pour les tuiles métalliques; nos produits n'apparaissent même pas sur le site Internet. BMI n'a pas non plus renouvelé la licence Decra, un label prisé par la clientèle, un gage de qualité en Europe, sous prétexte de pénétrer un autre marché. Mais

cela n'a pas fonctionné... Et la production n'a cessé de diminuer. Bref, on a vraiment la sensation que tout a été mis en œuvre pour faire mourir Icopal».

#### Explorer toutes les pistes

À de nombreuses reprises, la délégation CSC a interpellé la direction. «Nous avons dénoncé régulièrement l'absence de vision d'avenir, de projet de développement, de recherche de clients... En vain. Depuis deux ans, on se sent abandonnés. Il y a du chômage intensif dans l'entreprise: on travaille 1 à 2 jours par semaine maximum.»

La procédure Renault est enclenchée: une première réunion eu lieu le 25 avril afin de fixer les formalités de la suite de la procédure.

«La CSC est aux côtés des travailleurs, insistent Maria Alonso, secrétaire permanente CSC Metea et Nicolas Cahay, secrétaire permanent CNE. Nous estimons que la recherche d'un repreneur doit être mise en œuvre au plus vite. Il y a une main-d'œuvre qualifiée, de bons outils de production. Bref, l'entreprise dispose d'atouts qu'il faut exploiter impérativement et nous comptons bien le faire savoir. Nous allons explorer toutes les pistes pour sauver l'emploi chez Icopal.»

## BRUXELLES

### Mobilisation des TSE

Rejoignez les Travailleurs sans emploi (TSE) de la CSC contre la limitation des allocations chômage dans le temps devant le siège du MR ce lundi 3 juin à 10 heures, avenue de la Toison d'Or, 84/86 à Bruxelles.

Des transports gratuits sont prévus au départ de votre région. Infos et inscription auprès de Khadija Khourcha au **0473/49.59.03** ou via **kkhourcha@acv-csc.be**.



## LIÈGE

### La délégation syndicale, un bouclier contre les accidents du travail



© Isabelle Debroux

À l'occasion de la journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, la CSC Liège-Verviers-Ostbelgien a organisé une action d'hommage aux victimes d'accidents du travail. L'occasion aussi de rendre hommage à celles et ceux qui se mobilisent pour la prévention et le bien-être au travail. | I. D. |

Bonus



Dans l'app de L'Info  
Retour sur cette action  
de prévention.





## MONS

### Un hommage aux malades et accidentés du travail

À l'occasion de la journée mondiale de la santé et de la sécurité (à lire dans *L'Info* n°8), une cérémonie d'hommage s'est tenue le 25 avril dernier à Harmignies, commune de la région de Mons où était installée l'usine Coverit qui fabriquait notamment des ardoises en amiante. 170 travailleurs, soit près de ¾ des travailleurs de l'entreprise, sont décédés au fil du temps des effets de cet ennemi invisible sur leur santé. Une délégation de la CSC Mons-La Louvière a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle érigée à la mémoire des travailleurs et travailleuses victimes de l'amiante et d'accidents du travail. Mais l'amiante et l'exposition aux produits dangereux ne se limitent pas aux entreprises: ils

sont aussi présents dans les lieux publics, les écoles et beaucoup de logements. À l'occasion d'une rencontre avec des responsables politiques locaux, le Comité amiante et produits dangereux (CAPD), qui fête ses 20 ans cette année, a rappelé, par l'entremise de Liliane Ray, une des cofondatrices du comité, l'urgence d'un contrôle des entreprises, logements particuliers et bâtiments publics, et l'importance de sanctionner ceux qui ne respectent pas les normes. «*La réunion d'aujourd'hui, destinée aux politiques, visait à les sensibiliser et qu'ils se joignent à nous pour faire aboutir notre dossier de santé professionnel. Le jour où il y a un accroc au niveau de la santé des travailleurs, on pourra voir, avec*

*ce dossier qui trace le bilan de leur santé, les produits utilisés et dans quelle entreprise ils l'ont été*», a déclaré Liliane Ray. | David Morelli |



Une délégation a commémoré les travailleurs victimes de l'amiante.

## BREENDONK

### Devoir de mémoire

**De nombreux rassemblements ont eu lieu à l'occasion du 8 mai pour entretenir la flamme du souvenir de la Libération des Camps nazis, en mai 1945, et pour s'opposer à la montée actuelle de l'extrême droite. Focus sur le rassemblement de Breendonk.** | David Morelli |

Partout en Belgique, des événements ont commémoré la victoire historique contre le nazisme et les idées d'extrême droite. De nombreuses prises de parole et actions symboliques ont eu lieu.

Le rassemblement le plus symbolique s'est déroulé ce dimanche 5 mai au fort de Breendonk, tristement célèbre pour avoir servi de prison à la police politique des SS durant la seconde guerre mondiale. Quelque 3.600 prisonniers y ont été enfermés et y ont subi des privations des sévices. Plus de 300 d'entre eux y ont perdu la vie.

La présidente de la CSC, Ann Vermorgen, a pris la parole lors du rassemblement, à l'instar d'autres personnalités et représentants du monde syndical. «*Monter les gens les uns contre les autres, saper le principe d'égalité, ce sont des phénomènes auxquels on assiste à nouveau chez nous. Cette doctrine, l'extrême droite en a fait sa marque de fabrique. Avec de nouvelles formes, de nouveaux emballages. Avec un vernis qui doit fait transpa-*

*raître ses préoccupations sociales. Il suffit toutefois de gratter très légèrement ce vernis pour constater que le message est toujours le même. Dans la Flandre de l'extrême droite, il n'y a pas de place pour les gens de couleur, pas de place pour les personnes qui croient en un autre dieu, pas de place pour les francophones, pas de place pour les personnes LGBTQIA+, pas de place pour les femmes qui revendiquent l'égalité des droits, pas de place pour les syndicalistes qui défendent les droits des travailleurs, pas de place pour les citoyens qui s'inquiètent pour le climat. Personne dans cette salle n'a sa place dans la société que préconise l'extrême droite! Nous ne pourrons plus prendre part à cette société! Nous serons exclus! Cette exclusion et cette haine sont en contradiction totale avec les valeurs que préconise la CSC. Nous ne nous laisserons pas faire!*»



Ann Vermorgen était présente à la commémoration à Breendonk.

Bonus



Dans l'app de *L'Info*  
Les commémorations  
du 8 mai en  
Belgique.





# Élections fédérales: mode d'emploi

Le 9 juin prochain, les Belges sont appelés à participer à un triple scrutin: européen, fédéral et régional. Focus sur les élections fédérales. | David Morelli |

Au niveau fédéral, 150 députés de la Chambre des représentants, qui constitue avec le Sénat le Parlement fédéral belge, vont être élus en suffrage direct. Le vote est organisé par circonscription électorale: chacune des 11 circonscriptions bénéficie d'un certain nombre de sièges, calculé en fonction de l'importance de la population. Les sénateurs sont élus via un scrutin indirect: 50 sont élus par les parlements de régions et de communautés et 10 sont cooptés sur la base des résultats électoraux à la Chambre des représentants.

## Positionnement des partis

Le tableau comparatif ci-dessous examine les différents programmes politiques sous l'angle de trois revendications importantes de la CSC.

Le mémorandum politique de la CSC contient ses priorités à l'occasion des élections fédérales (à lire dans le dossier en pages 3 à 6 de ce numéro). Parmi celles-ci se trouvent, entre autres, la préservation et l'élargissement de l'indexation automatique, la réforme de la Loi sur la norme salariale, et la limitation dans le temps des allocations de chômage. Ce tableau reprend la position des partis démocratiques francophones sur ces thèmes, et leur concordance avec la position de la CSC.

Comparatif des programmes pour les élections fédérales 2024

	PTB	PS	Ecolo	Les Engagés	DéFI	MR
<b>Loi sur la norme salariale<sup>1</sup></b>	Retour à une norme indicative.	Réformer la loi pour pouvoir négocier librement des augmentations de salaires au-delà des indexations et des augmentations barémiques.	Retour à une norme indicative + recalcul de la formule.	Moderniser et permettre de négocier quand il y a des bénéfécies importants.	Absent du programme.	Statu quo.
<b>Indexation des salaires</b>	Garder et étendre.	Garder et étendre.	Garder, étendre et harmoniser.	Réduction des cotisations patronales + indexation limitée des hauts salaires <sup>2</sup> .	Absent du programme mais, déclarations qui vont plutôt dans le sens d'un maintien.	Statu quo.
<b>Limitation dans le temps des allocations de chômage</b>	Statu quo.	Statu quo + étendre TZCLD <sup>3</sup> + revaloriser les allocations de chômage.	Statu quo + étendre TZCLD <sup>3</sup> .	2 ans max puis TZCLD <sup>3</sup> ou perte des droits.	Bouclier social: 1.300 euros min en globalisant toutes les aides sociales.	2 ans max. (sauf pour les <55 ans).

Légende: programme **EN ACCORD** – **PRESQUE EN ACCORD** – **PAS EN ACCORD** avec les objectifs de la CSC

Source: FEC ASBL

- La CSC revendique la modification de la Loi sur la norme salariale car les travailleurs ont droit à négocier collectivement les salaires afin d'obtenir une meilleure répartition des bénéfices au sein des entreprises.
- La CSC n'est pas favorable à une indexation à deux vitesses, car cela ouvrirait la «boîte de Pandore» et affaiblirait le mécanisme. En outre, les augmentations salariales brutes des hauts salaires contribuent au financement de la sécurité sociale. Les hauts salaires, du fait de leur position privilégiée sur le marché du travail, n'auront aucun mal à négocier des augmentations, sous formes extralégales, ce qui nuira encore une fois au financement de la sécurité sociale. Une augmentation de tout le monde garantit une forme d'adhésion au système. Cela n'empêche pas d'avoir une réflexion sur la tension salariale ou de réduire les inégalités en ayant une fiscalité plus juste.
- Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée.

## Jeunes CSC: que retenir des programmes?

Les Jeunes CSC ont synthétisé les programmes des six grands partis francophones pour les comparer à leurs propres propositions pour améliorer la vie et le travail des jeunes.

Découvrez le comparatif sur [https://bit.ly/comparatif\\_partis](https://bit.ly/comparatif_partis)

Bonus



Dans l'app de L'Info  
Le rôle des  
parlementaires  
fédéraux.



## “ Nous souhaitons une communication plus juste!

**Aperam Châtelet, site spécialisé dans le traitement de l'inox, fournit les différentes tôleries du groupe multinational. L'équipe syndicale CSC Metea revient sur son travail pour améliorer celui des 430 ouvriers du site. | Propos recueillis par David Morelli |**



© CSC Metea

Un de nos grands combats est sans doute celui réalisé au bénéfice des travailleurs avec un contrat précaires: CDD et intérimaires. Nous intégrons de plus en plus les droits des intérimaires dans nos accords afin qu'ils bénéficient des mêmes avantages que les travailleurs fixes, mais nous travaillons aussi à rendre plus solides les contrats précaires en négociant un cadre qui leur permettra d'obtenir un contrat stable après un certain temps. En 2023, 7 intérimaires sont passés en CDD et auront leur CDI cette année.

### Formation et sécurité

Nous sommes attentifs à l'accueil des intérimaires. Quand ils arrivent, ils sont encadrés par des travail-

leurs chevronnés qui leur donnent la meilleure formation possible. Nous sommes donc réticents à un turn-over trop important: changer de travailleur tous les 3 à 6 mois ne permet pas de leur offrir une formation correcte. Nous travaillons à améliorer la sécurité et à sensibiliser sur cette question. Il est important de ne pas dormir sur les acquis: on peut toujours mieux faire, on doit toujours s'améliorer.

### Aménagement des fins de carrière

Notre aciérie et notre laminoir fonctionnent quasiment en continu, même le week-end. À un certain âge, l'organisme est usé par un travail et des horaires pénibles. Nous tra-

vailons donc à l'aménagement de fin de carrière pour les travailleurs âgés. Les derniers AIP négociés en entreprise nous ont permis d'ajouter des jours de congés aux travailleurs plus âgés.

### Communication en cascade

Nous voulons être présents sur le terrain: nos militants sont répartis dans tous les services et communiquent au sein de leur service. Cette communication en cascade circule rapidement et est lue par les travailleurs, dont les plus jeunes. Cela implique les militants dans la vie de la communication: elle n'est pas réservée aux délégués. Un objectif pour les quatre années à venir est d'élargir cette manière de fonctionner.

On souhaite également aboutir à une communication juste: nous donnons priorité à l'exactitude de l'information que nous communiquons aux travailleurs plutôt qu'à la vitesse, même si elle reste un facteur important. Toute l'équipe est impliquée à tous les niveaux de décision. C'est important, car pour être solide, une pyramide a besoin de sa base.

”

## Une victoire face au licenciement d'un délégué

**Après cinq ans de combat juridique, la CSC Metea a obtenu un précédent pour tous les représentants syndicaux. Ce lundi 6 mai 2024, dans un arrêt qui fera date, la Cour du travail de Bruxelles a condamné l'entreprise métallurgique Commscope pour discrimination fondée sur la conviction syndicale.**

L'élément déclencheur a été le licenciement en décembre 2018 du délégué principal CSC Metea, Chris Corten, licencié sans motif grave et sans raisons économiques, en violation flagrante avec la Loi sur la protection des délégués du personnel. L'entre-

prise s'était contentée de calculer le coût du licenciement du délégué, pensant l'affaire réglée. Mais Chris Corten et la CSC Metea n'en sont pas restés là et ont attaqué l'entreprise en justice pour discrimination. La Cour du travail les a suivis dans cette

voie et a déclaré que Chris Corten avait «*expressément été visé en sa qualité de délégué du personnel et représentant syndical*». Commscope doit maintenant payer une indemnité supplémentaire de six mois de salaire, à titre de sanction pour son comportement discriminatoire. Cette condamnation, qui constitue un précédent, montre clairement que «*l'achat*» d'un délégué n'est pas légal. À la veille des élections sociales, il s'agit d'une victoire importante!

## Lever le tabou des nouvelles recettes



*En période électorale, les partis politiques rivalisent d'imagination pour faire croire que l'on peut tout à la fois gagner plus en net tous les mois, être mieux protégé face aux risques de la vie (meilleur financement des soins de santé, augmentation des pensions...), mais aussi renforcer la justice et la police... tout cela sans vraiment dire comment faire.*

*Pour la CSC, s'il faut effectivement relever les salaires et baisser la pression fiscale sur le travail, il faut aussi dire clairement que nous avons besoin de nouvelles recettes pour investir massivement dans une économie plus robuste face aux chocs économiques et aux tensions géopolitiques. Nous avons également besoin de moyens pour l'ensemble des services à la population: des crèches aux soins aux personnes âgées, en passant par l'enseignement ou la culture.*

*Concrètement, cela implique de lever le tabou des nouvelles recettes. Les besoins des secteurs publics sont criants, et un financement consé-*

*quent est nécessaire pour qu'ils continuent à assurer une forte cohésion sociale.*

*Par ailleurs, la transition vers une économie plus durable et respectueuse de l'environnement ne peut se faire sans repenser notre politique industrielle, ce qui va nécessiter des investissements massifs et un accompagnement des travailleurs dans cette transition.*

*Pour la CSC, il faut d'urgence permettre une juste contribution de l'ensemble des revenus, notamment au travers d'un impôt sur la fortune, d'une taxation des revenus du capital, et d'une réforme en profondeur de notre système fiscal afin qu'il soit à nouveau progressif, transparent et juste.*

*Il nous faut aussi rapidement plaider pour un plan européen d'investissements dans la transition. Bref, il reste quelques tabous à lever du côté de nouvelles recettes, pour que les épaules les plus solides supportent effectivement les charges les plus lourdes.*

## Quatre webinaires pour les travailleurs freelances

**WEBINAIRE**  
POUR LES FREELANCERS

Tout ce qu'il faut savoir pour devenir indépendant complémentaire

6 JUIN  
18H30

INSCRIPTION GRATUITE!  
UNITEDFREELANCERS.BE

La CSC United Freelancers organise en juin quatre webinaires totalement gratuits, accessibles à tous et qui peuvent être suivis en direct (à 18h30) ou en différé. Il sera également possible de poser vos questions en direct.

**Vous pouvez vous inscrire au(x) webinaire(s) en ligne. Vous recevrez ensuite un mail avec le lien de l'événement.**

**Infos et inscriptions sur [www.lacsc.be/webinaires](http://www.lacsc.be/webinaires)**



**6 juin**

**Tout ce qu'il faut savoir pour devenir indépendant à titre complémentaire.** Aperçu des démarches à entreprendre et des erreurs à ne pas commettre si vous souhaitez vous lancer sous ce statut.

**12 juin**

**Les meilleurs conseils pour les indépendants à titre complémentaire.** Ce webinaire répond aux questions sur les cotisations sociales, le changement de statut (maladie, perte d'emploi), la combinaison avec d'autres allocations, etc.

**18 juin**

**Savoir comment calculer ses revenus et tarifs.** Aperçu des démarches à entreprendre pour vous rémunérer (création de factures, TVA, frais professionnels, etc.).

**24 juin**

**Comment préparer un bon contrat à faire signer à son client?**

Aperçu des clauses et aspects à ne pas oublier de mentionner dans votre contrat.